

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**LOISIRS FINANCE**

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance  
au capital de 10.000.000 €  
Siège social : 143, rue Anatole France - 92300 LEVALLOIS PERRET  
410 909 592 RCS NANTERRE

Société anonyme au capital social de 10 000 000 € 143 rue Anatole France 92300 Levallois Perret

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**  
Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de la société LOISIRS FINANCE,

**1. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Loisirs Finance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**2. Fondement de l'opinion****Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

**3. Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

**Provisionnement des risques de crédit et de contrepartie**

Votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités (notes 1.B, 1.F, 2.F, 3.B de l'annexe aux comptes annuels). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, aux méthodologies de dépréciation et à la couverture des pertes de valeur par des dépréciations individuelles et de portefeuille.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**4. Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

**Informations relatives au gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

**5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

**6. Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 5 mai 2025

Les commissaires aux comptes

BDO Paris  
Benjamin IZARIÉ

Pascal DE ROCQUIGNY

BM&A

Marie-Cécile MOINIER

## Compte de résultat de l'exercice 2024

En milliers d'euros	Notes	Exercice 2024	Exercice 2023
Intérêts et produits assimilés	2.A	31 373	22 008
Intérêts et charges assimilées	2.A	-30 907	-19 380
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	2.B	17 529	11 077
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés	2.B	-11 663	-8 519
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)	2.C	1 117	1 099
Commissions (charges)	2.C	-653	-453
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire	2.D	8 119	5 556
Autres charges d'exploitation bancaire	2.D	-5 131	-3 845
<b>Produit net bancaire</b>		<b>9 784</b>	<b>7 543</b>
Frais de personnel			
Charges générales d'exploitation	2.E	-169	-378
Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles			
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>9 615</b>	<b>7 165</b>
Coût du risque	2.F	-6 111	-2 632
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>3 504</b>	<b>4 533</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
Dotations nettes aux provisions réglementées			
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>3 504</b>	<b>4 533</b>
Résultat exceptionnel			
Impôt sur les bénéfices	2.G	-883	-1 156
<b>Résultat net</b>		<b>2 621</b>	<b>3 377</b>

## Bilan au 31 décembre 2024

En milliers d'euros	Notes	31 décembre 2024	31 décembre 2023
<b>Actif</b>			
Caisse, banques centrales et CCP			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	3.A	21 802	55 291
Opérations avec la clientèle	3.B	940 618	781 826
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées			
Crédit-bail et location avec option d'achat	3.C	43 102	27 764
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Actions propres			
Autres actifs	3.D	7 996	5 385
Comptes de régularisation	3.E	1 105	575
<b>Total actif</b>		<b>1 014 623</b>	<b>870 841</b>
<b>Dettes</b>			
Banques centrales et CCP			
Dettes envers les établissements de crédit	3.A	959 552	821 729
Opérations avec la clientèle	3.B	2 506	2 544
Dettes représentées par un titre			
Autres passifs	3.D	9 339	10 069
Comptes de régularisation	3.E	1 500	633
Provisions		6 206	2 967
Dettes subordonnées			
<b>Total dettes</b>		<b>979 103</b>	<b>837 942</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>5.A</b>		
Capital souscrit		10 000	10 000
Prime d'émission			
Réserves		1 000	1 000
Report à nouveau		21 899	18 522
Acompte sur dividendes			
Résultat de l'exercice		2 621	3 377
<b>Total capitaux propres</b>		<b>35 520</b>	<b>32 899</b>
<b>Total passif</b>		<b>1 014 623</b>	<b>870 841</b>
<b>Hors bilan</b>	<b>Notes</b>	<b>31 décembre 2024</b>	<b>31 décembre 2023</b>
<b>Engagements donnés :</b>			
Engagements de financement	4.A	168 974	177 647
Engagements de garantie			
<b>Engagements reçus :</b>			
Engagements de financement	4.A		10 000
Engagements de garantie	4.B	115	115

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire de Loisirs Finance le 25 mars 2025.

## 1 – Résumé des principes comptables appliqués

Les comptes sociaux de LOISIRS FINANCE sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux sociétés de financement tels que figurant dans le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 modifié et complété notamment par les règlements ANC n°2018-01, n°2016-07 et ANC 2015-06.

### Faits marquants de l'exercice

Aucun événement significatif n'est intervenu en 2024.

### 1.A - EVALUATION ET PRESENTATION DES COMPTES

LOISIRS FINANCE exerce son activité à travers une société en participation dont elle est gérante.

Les crédits en cours figurent au bilan ainsi que le refinancement correspondant, mais les principales charges et produits liés à cette activité sont logés dans la société en participation, notamment :

- Les produits perçus sur la clientèle,
- Le coût du refinancement,
- La charge du risque qui comprend les dotations aux dépréciations sur créances douteuses, les pertes enregistrées nettes des reprises de dépréciations, les récupérations sur créances amorties et des retenues vendeurs.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, l'ensemble des comptes de charges et de produits de la société en participation sont enregistrés dans les comptes de LOISIRS FINANCE, S.A.

### 1.B - OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Les montants des créances sur la clientèle incluent les encours douteux nets des dépréciations.

Il est distingué les différentes catégories d'encours suivantes :

- Les **encours sains** qui se composent des crédits n'ayant pas d'incident de paiement notable dans le paiement des échéances de capital et d'intérêt.
- Les **encours restructurés** qui constituent une sous catégorie des encours sains et qui se composent des créances ayant fait l'objet d'une renégociation liée à la situation financière du débiteur.
- Les **encours douteux** qui se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits ayant un impayé de plus de trois mois ou qui sont en attente d'un plan de rééchelonnement. La classification en douteux d'une créance entraîne par contagion le déclassement dans cette catégorie de l'ensemble des encours relatif au débiteur.
- Les **encours douteux compromis** se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits déclassés en douteux depuis plus d'un an, des créances contentieuses, des dossiers ayant fait l'objet d'un rééchelonnement ou d'une restructuration qui présentent au moins un impayé, ainsi que des dossiers en attente d'un plan de rééchelonnement ou d'une restructuration notamment dans le cadre de la loi sur le surendettement des particuliers.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Une créance est passée en perte lorsqu'elle est jugée irrécouvrable.

Des dépréciations sur base individuelle et collective sont constituées sur les crédits dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur quantum ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée au niveau individuel ou au niveau d'un portefeuille.

Constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants : l'existence d'impayés, la connaissance ou l'observation de toutes autres difficultés financières significatives de la contrepartie, les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur.

La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif, des flux futurs estimés recouvrables sur la base d'une approche statistique du risque.

Lorsque intervient la restructuration d'une créance pour cause de difficultés financières de l'emprunteur, celle-ci est spécifiquement identifiée et donne lieu au calcul d'une décote représentant l'écart, en valeur actualisée, entre les nouvelles conditions de rémunération et les conditions initiales de rémunération de ladite créance.

Les décotes constituées à la restructuration sont comptabilisées en déduction de l'actif. Elles sont reprises en résultat de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle de la créance.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables, les récupérations sur créances amorties et les constitutions de décotes calculées sur les créances restructurées sont regroupées dans la rubrique « coût du risque ».

L'étalement actuariel de la décote sur créances restructurées et la reprise des effets d'actualisation figurent au même titre que les intérêts dans le produit net bancaire.

### **1.C - CREDIT BAIL, LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET LOCATION SIMPLE**

Il s'agit des immobilisations nettes d'amortissements et des loyers impayés nets des dépréciations.

La durée d'amortissement pratiquée sur les principales catégories de matériels financés est de 5 ans.

L'encours douteux des opérations de crédit bail, de location avec option d'achat et de location longue durée comprend les échéances impayées des dossiers présentant au moins un loyer impayé depuis plus de trois mois. Des délais de déclasserment plus courts peuvent être retenus, notamment pour les créances rendues exigibles ou dépréciées.

Les encours douteux compromis qui constituent une sous-catégorie des encours douteux se composent des créances contentieuses et les loyers impayés des dossiers classés en douteux depuis plus d'un an.

Ces encours donnent lieu à la constitution de dépréciations qui correspondent à la différence entre la valeur brute de l'encours et la valeur actualisée au taux de rendement interne des flux futurs estimés recouvrables sur la base d'une approche statistique du risque.

### **1.D - CREANCES ET DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT**

Les créances et dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur nature : créances et dettes à vue ou à terme. Les intérêts courus sur ces créances et ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les créances et les dettes rattachées.

### **1.E - ENREGISTREMENT DES PRODUITS ET DES CHARGES**

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata temporis. Les commissions assimilées aux intérêts comprennent notamment certaines commissions perçues lorsque celles-ci sont incorporées dans la rémunération des prêts (participation, engagement, frais de dossier). Les coûts marginaux de transaction que la Banque supporte à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours font également l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de service sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu.

### **1.F - COÛT DU RISQUE**

La rubrique "Coût du risque" comprend les charges résultant de la manifestation de risques de contrepartie et de crédit, litiges et fraudes inhérents à l'activité bancaire réalisée avec des tiers.

Elle intègre également la provision pour réserve latente de crédit-bail. Les dotations nettes aux provisions ne relevant pas de tels risques sont classées dans les rubriques du compte de résultat correspondant à leur nature.

### **1.G - IMPOT SUR LES SOCIETES**

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif. Lorsque la période sur laquelle les produits et les charges concourant au résultat comptable ne coïncide pas avec celle au cours de laquelle les produits sont imposés et les charges déduites, LOISIRS FINANCE comptabilise un impôt différé, déterminé selon la méthode du report variable prenant pour base l'intégralité des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des éléments du bilan et les taux d'imposition applicables dans le futur dès lors qu'ils ont été votés. Les impôts différés actifs font l'objet d'un enregistrement comptable tenant compte de la probabilité de récupération qui leur est attachée.

**2 - NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2024****2.A – INTERETS PRODUITS ET CHARGES ASSIMILES**

En milliers d'euros	Exercice 2024		Exercice 2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
<b>Etablissements de crédit</b>	<b>1 952</b>	<b>-30 907</b>	<b>2 661</b>	<b>-15 321</b>
Comptes à vue, prêts et emprunts	1 952	-30 907	2 661	-15 321
<b>Clientèle</b>	<b>29 421</b>		<b>19 347</b>	<b>-4 059</b>
Comptes à vue, prêts et comptes à terme	29 421		19 347	-4 059
<b>Dettes subordonnées</b>				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Titres de transaction				
Titres de placement				
Titres d'investissement				
Instruments de macro-couverture				
<b>Produits et charges d'intérêts</b>	<b>31 373</b>	<b>-30 907</b>	<b>22 008</b>	<b>-19 380</b>

**2.B – PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET ASSIMILEES**

En milliers d'euros	Exercice 2024		Exercice 2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
<b>Clientèle</b>	<b>17 529</b>	<b>-11 663</b>	<b>11 077</b>	<b>-8 519</b>
Loyers et dotations aux amortissements sur opérations de crédit bail	15 968	-10 820	10 026	-7 857
Plus ou moins values réalisées sur cession	803	-821	771	-637
Autres opérations de crédit-bail	758	-22	280	-25
<b>Produits et charges sur opérations de crédit-bail</b>	<b>17 529</b>	<b>-11 663</b>	<b>11 077</b>	<b>-8 519</b>

**2.C – COMMISSIONS NETTES**

En milliers d'euros	Exercice 2024		Exercice 2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
<b>Opérations bancaires et financières</b>	<b>894</b>		<b>718</b>	
Opérations avec la clientèle	894		718	
<b>Prestations de services financiers</b>	<b>223</b>	<b>-653</b>	<b>381</b>	<b>-453</b>
Autres services financiers	223	-653	381	-453
<b>Produits et charges de commissions</b>	<b>1 117</b>	<b>-653</b>	<b>1 099</b>	<b>-453</b>

**2.D – AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE**

En milliers d'euros	Exercice 2024		Exercice 2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits et charges d'assurance	6 626		5 556	
Compte de liaison exploitation bancaire commun				
Quote part exploitation non bancaire faites en commun	1 465	1 465		
Autres produits et charges (*)	28	-5 131		-3 845
<b>Produits et charges d'exploitation bancaire</b>	<b>8 119</b>	<b>- 3 666</b>	<b>5 556</b>	<b>-3 845</b>

(\*) Les autres charges d'exploitation sont principalement composées des quote-parts de la société en participation dues aux partenaires.



**2.E - CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION**

En milliers d'euros	Exercice 2024	Exercice 2023
Impôts et Taxes	-51	-77
Autres charges générales d'exploitation	-118	-301
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>-169</b>	<b>-378</b>

**2.F - COÛT DU RISQUE**

En milliers d'euros	Exercice 2024	Exercice 2023
Dotations ou reprises nettes aux provisions de l'exercice	-2 947	-1 593
Créances irrécouvrables	-3 282	-1 054
Récupération sur créances amorties	118	15
<b>Coût du risque</b>	<b>-6 111</b>	<b>-2 632</b>

**2.G - IMPOT SUR LES BENEFICES**

En milliers d'euros	Exercice 2024	Exercice 2023
Impôts courants de l'exercice	-650	-440
Impôts différés de l'exercice	-233	-716
<b>Impôt sur les bénéfices</b>	<b>-883</b>	<b>-1 156</b>

**3 - NOTES RELATIVES AU BILAN AU 31 DECEMBRE 2024****3.A - CREANCES ET DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT**

En milliers d'euros	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Prêts et créances</b>		
Comptes ordinaires débiteurs	1 567	4 212
Comptes et prêts	20 235	51 079
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	<b>21 802</b>	<b>55 291</b>
<i>Dont créances rattachées</i>	234	1 078
En milliers d'euros	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Dépôts et emprunts</b>		
Comptes ordinaires créditeurs	504	4 734
Comptes et emprunts à terme	959 048	816 995
<b>Dettes sur les établissements de crédit</b>	<b>959 552</b>	<b>821 729</b>
<i>Dont dettes rattachées</i>	12 908	7 685

**3.B – OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE**

En milliers d'euros	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Prêts et créances</b>	<b>949 664</b>	<b>790 993</b>
Comptes ordinaires débiteurs		489
Crédits de trésorerie	783 932	650 177
Affacturage	165 732	140 327
Titres et valeurs reçus en pension		
<b>Opérations avec la clientèle avant dépréciation - Actif</b>	<b>949 664</b>	<b>790 993</b>
Dont créances rattachées	3 700	2 529
Dont créances éligibles au refinancement de la Banque de France		
Dont décotes sur crédits restructurés	-172	-167
Dont créances douteuses	13 499	12 502
Dont créances douteuses compromises	7 571	8 735
Dépréciations relatives aux créances sur la clientèle	-9 046	-9 167
<b>Opérations avec la clientèle nettes de dépréciation - Actif</b>	<b>940 618</b>	<b>781 826</b>

En milliers d'euros	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Dépôts</b>	<b>2 506</b>	<b>2 544</b>
Comptes ordinaires rémunérés clientèle		
Comptes ordinaires non rémunérés clientèle	166	
Autres sommes dues à la clientèle	1 340	1 944
Dépôts de garantie	1 000	600
<b>Opérations avec la clientèle - Passif</b>	<b>2 506</b>	<b>2 544</b>

**3.C – CREDIT BAIL ET LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT**

En milliers d'euros	31 décembre 2023	Acquisitions	Cessions	31 décembre 2024
Valeurs brutes	43 393	28 492	-8 822	63 064
Amortissements	-16 166	-10 918	6 633	-20 451
<b>Valeurs nette comptable</b>	<b>27 227</b>	<b>17 574</b>	<b>-2 189</b>	<b>42 613</b>
Créances rattachées	392			148
Créances douteuses	936			1 294
Dépréciations relatives aux créances sur la clientèle	-791			-953
<b>Opération de crédit bail</b>	<b>27 764</b>			<b>43 102</b>

**3.D - AUTRES ACTIFS ET PASSIFS**

En milliers d'euros	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Avances permanentes aux GIE		
Etat, Impôts et taxes *	2 710	2 417
Autres actifs divers	5 286	2 968
<b>Autres actifs</b>	<b>7 996</b>	<b>5 385</b>
Etat, Impôts et taxes *	4 750	4 340
Autres passifs divers	4 589	5 729
<b>Autres passifs</b>	<b>9 339</b>	<b>10 069</b>

\* Le taux d'impôt sur les bénéfices appliqué en 2024 est de 25%.

**3.E - COMPTES DE REGULARISATION**

En milliers d'euros	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Charges constatées d'avance		19
Produits à recevoir	999	373
Comptes d'encaissement		
Autres comptes de régularisation débiteurs	106	183
<b>Comptes de régularisation - actif</b>	<b>1 105</b>	<b>575</b>
Charges à payer	13	61
Produits constatés d'avance	815	420
Compte de liaison interbancaire		
Compte de liaison divers		
Quote part à verser aux actionnaires	638	103
Autres comptes de régularisation créditeurs	34	49
<b>Comptes de régularisation - passif</b>	<b>1 500</b>	<b>633</b>

**3.F - PROVISIONS**

En milliers d'euros	31 décembre 2023	Dotations	Reprises	Autres variations	31 décembre 2024
Provision pour charge de retraite					
Autres Provisions (réserve latente)	2 967	3 239			6 206
<b>Provisions</b>	<b>2 967</b>	<b>3 239</b>			<b>6 206</b>

**4 – ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE****4.A – ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT**

En milliers d'euros	31 décembre 2024	31 décembre 2023
<b>Etablissements de crédit :</b>		
Engagements en faveur des établissements de crédit		
<b>Clientèle :</b>		
Engagements en faveur de la clientèle	168 974	177 647
<b>Engagements de financement donnés</b>	<b>168 974</b>	<b>177 647</b>
<b>Etablissements de crédit :</b>		
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit		10 000
<b>Engagements de financement reçus</b>		<b>10 000</b>

**4.B – ENGAGEMENTS DE GARANTIE**

En milliers d'euros	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Etablissements de crédit	115	115
<b>Engagements de garantie reçus</b>	<b>115</b>	<b>115</b>

**5 - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES****5.A – TABLEAU DE PASSAGE DES CAPITAUX PROPRES**

En milliers d'euros	Capital	Primes d'émission et autres primes	Résultat et réserves de la période	Total capitaux propres
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2022</b>	<b>10 000</b>		<b>23 509</b>	<b>33 509</b>
Résultat de l'exercice 2023			3 377	3 377
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2023</b>	<b>10 000</b>		<b>22 899</b>	<b>32 899</b>
Résultat de l'exercice 2024			2 621	2 621
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2024</b>	<b>10 000</b>		<b>25 520</b>	<b>35 520</b>

Le capital social de LOISIRS FINANCE d'un montant de 10 000 milliers d'euros est composé de 625 000 actions entièrement libérées, d'un montant nominal de 16 euros.

Le montant des réserves est constitué de 1 000 milliers d'euros de réserve légale et de 21 899 milliers d'euros de report à nouveau créditeur.

Le résultat de l'exercice 2024 est en cours d'affectation pour un montant de 2 621 milliers d'euros contre un bénéfice de 3 377 milliers d'euros pour l'exercice 2023.

**5.B – ECHEANCES DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES**

En milliers d'euros	Opérations à vue au jour le jour	Durée restant à courir					Total
		Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Dont Provisions	
<b>Emplois</b>							
Créances sur les établissements de crédit	235	1 567	20 000				21 802
Opérations avec la clientèle et crédit-bail	8 884	237 043	59 396	315 184	363 207	-10 121	983 714
<b>Ressources</b>							
Dettes envers les établissements de crédit et Banques Centrales et CCP	38 862	125 650	147 000	441 840	206 200		959 552
Opérations avec la clientèle	566	1 940					2 506

**5.C – PASSAGE DU RÉSULTAT SOCIAL AU RÉSULTAT FINANCIER**

Le passage du résultat social au résultat financiers s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2024
Encours financier	35.795
Valeur nette comptable des immobilisations louées	(42.613)
Ecart entre créances rattachées et compte de régularisation financier	612
<b>Réserve latente brute au 31/12/2024</b>	<b>(6.206)</b>
Réserve latente brute au 31/12/2023	(2.967)
<b>Variation de la réserve brute qui se décompose :</b>	<b>(3.239)</b>
Quote part de résultat financier de la SEP revenant aux co-associés	(1.377)
Quote part de résultat financier de la SEP revenant à Loisirs Finance	(1.863)
<b>Résultat social brut de la SA après remontée du résultat de la SEP</b>	<b>3.504</b>
Quote part de résultat financier de la SEP revenant à Loisirs Finance	(1.863)
<b>Bénéfice comptable Financier de la SA</b>	<b>1.641</b>
Impôt d'impôt différé sur le résultat financier	481
Impôt social	-883
<b>Résultat financier de la sa loisirs finance</b>	<b>1.240</b>

5.D - INFORMATIONS RELATIVES AUX ENTREPRISES LIEES ET AUX ENTREPRISES AYANT UN LIEN DE PARTICIPATION

En milliers d'euros au 31 décembre 2024	Entreprises liées
<b>Hors bilan</b>	
Engagements de financement reçus	
Engagements de caution reçus	115

Sont considérées comme entreprises liées, toutes les entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans les comptes consolidés de BNP Paribas.

5.E - IDENTIFICATION DES SOCIETES CONSOLIDANTES

LOISIRS FINANCE est consolidée par intégration globale dans les comptes de BNP Paribas Personal Finance (siège social : 1 boulevard Haussmann, 75009 Paris), elle-même consolidée dans les comptes de BNP PARIBAS (siège social : 16 boulevard des Italiens, 75009 Paris) et mise en équivalence dans les comptes de TRIGANO (siège social : 100 rue Petit, 75019 Paris).

5.F- RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion est tenu à la disposition des actionnaires à l'adresse du siège administratif (143, rue Anatole France 92300 Levallois Perret).

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

BDO Paris 43-47 avenue de la Grande Armée 75116 Paris S.A.S.  
au capital de 12 140 215,20€ 500 492 004 RCS Paris Société de  
Commissariat aux Comptes inscrite sur La liste nationale des  
Commissaires aux comptes, rattachée à la CRCC de Paris

BM&A 11 rue de Laborde 75008 Paris S.A.S. au capital de 1 200  
000 € 348 461 443 RCS Paris Société de Commissariat aux  
Comptes inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux  
comptes, rattachée à la CRCC de Paris

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de la société LOISIRS FINANCE

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-58 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-58 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-86 du code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris, le 5 mai 2025  
Les commissaires aux comptes

**Bdo paris**  
/Dss2/  
Benjamin IZARIÉ

**Bm&a**  
/DSS1/  
Pascal DE ROCQUIGNY Marie-Cécile MOINIER

#### Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport de gestion du Directoire et des observations du Conseil de surveillance, constatant l'existence d'un bénéfice social de 2.621.351,87 € et d'un report à nouveau créditeur disponible de 21.898.469,63 €, et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve le projet d'affectation du résultat de l'exercice 2024 présenté par le Directoire et décide de l'affecter de la manière suivante :

#### BÉNÉFICE À RÉPARTIR

- Bénéfice de l'exercice	2.621.351,87 €
- Report à nouveau créditeur disponible	21.898.469,63 €
<b>Total</b>	<b>24.519.821,50 €</b>

#### EMPLOI

- Dividendes	0,00 €
- Réserves légales	0,00 €
- Report à nouveau	24.519.821,50 €
<b>Total</b>	<b>24.519.821,50 €</b>

L'Assemblée Générale décide de ne pas distribuer de dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

L'Assemblée Générale rappelle qu'au cours des trois derniers exercices il a été distribué :

- Aucun dividende a été versé au titre de l'exercice 2023 ; et
- 3.987.500,00 € de dividendes ont été versés au titre de l'exercice 2022 ; et
- 37.806.250,00 € de dividendes ont été versés au titre de l'exercice 2021.